



**Arrêté temporaire n°2025AT_1506
Portant réglementation de la circulation**

RD 34, RD 315, RD 574 et RD 774

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

MONSIEUR LE MAIRE DE FÉREL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;

Vu la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;

Vu l'arrêté départemental en date du 29 avril 2025 portant délégation de signature ;

Vu la demande en date du 04/07/2025 émise par GEOSAT aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation

Vu l'avis favorable du Préfet en date du 25/07/2025 ;

Considérant que des travaux de relevé topographique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 07/08/2025 au 16/01/2026 sur la :

- RD 34 du PR 20+0246 au PR 22+0574 ;
- RD 34 du PR15+0556 au PR20+0246 ;
- RD 315 du PR0 au PR2+0814 ;
- RD 574 du PR1+0190 au PRF ;
- RD 774 du PR38+0427 au PR38+0717 ;
- RD 774 du PR37+0122 au PR38+0427 ;
- RD 774 du PR37+0206 au PR37+0122 ;
- RD 774 du PR37+0206 au PR37+0421 ;

sur le territoire de Férel ;

ARRÊTENT

Article 1

À compter du 07/08/2025 et jusqu'au 16/01/2026, une signalisation temporaire matérialisant l'intervention ponctuelle sur la chaussée pour la réalisation de relevés topographiques sera mise en place, sur la :

- RD 34 du PR 20+0246 au PR 22+0574
- RD 34 du PR15+0556 au PR20+0246
- RD 315 du PR0 au PR2+0814
- RD 574 du PR1+0190 au PRF
- RD 774 du PR38+0427 au PR38+0717
- RD 774 du PR37+0122 au PR38+0427
- RD 774 du PR37+0206 au PR37+0122
- RD 774 du PR37+0206 au PR37+0421

Article 2

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge du demandeur, GEOSAT et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Article 3

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier.

Article 4

Le directeur des infrastructures et des mobilités, les services municipaux, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Article 5

Les jours suivants sont des jours "hors chantier" :

- vendredi 1er août 2025
- vendredi 8 août 2025
- jeudi 14 août 2025
- vendredi 22 août 2025
- vendredi 29 août 2025
- vendredi 24 octobre 2025
- vendredi 31 octobre 2025
- vendredi 7 novembre 2025
- vendredi 19 décembre 2025
- mercredi 24 décembre 2025

Lors des jours ci-dessus, le chantier ne devra en rien affecter le trafic de la RD574 au droit et en amont de celui-ci, faute de quoi, il devra être replié immédiatement.

Fait à Férel, le 06 août 2025

Fait à Questembert, le 06 août 2025

Monsieur le Maire de Férel
Signer numériquement le 06/08/2025
Nicolas RIVALAN

Maire de Férel
Nicolas RIVALAN



LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le chef de l'agence technique départementale Sud-Est



Bernard GASSMANN

DIFFUSION :

- Monsieur le Préfet du Morbihan
- Denis PACE (GEOSAT)
- Le Président du Conseil Départemental
- Monsieur le Maire de Férel
- GENDARMERIE 56
- Direction des affaires juridiques et des assemblées
- SAMU 56 VANNES
- SDIS 56

INFORMATIONS IMPORTANTES

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

Informatique et liberté : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre

le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr.